

Hommage à Alexandre Hébert, à son action de défense du Syndicalisme libre, de la Laïcité et de la Liberté de Penser

« Beaucoup de ces événements ne sont pas d'une importance telle qu'ils doivent être retransmis ; c'est plutôt parce qu'ils sont retransmis qu'ils deviennent importants ; c'est seulement pour cette raison qu'ils accèdent à la réalité historique : on ne les organise que parce que leur retransmission est importante ».
Günther Anders - in « *L'Obsolescence de l'Homme* » (1)



Notre camarade, notre ami, notre Frère **Alexandre Hébert** est né le 4 mars 1921 à Alvimare (Seine-Maritime) et décédé le 16 janvier 2010 à Rezé (Loire-Atlantique). Il aura profondément marqué son époque à travers tous ses engagements et dans les différentes appartenances qui furent les siennes.

Alexandre Hébert à travers le Maitron et Wikipédia

Issu d'une famille de trois enfants, **Alexandre Hébert** est le fils d'un aiguilleur au chemin de fer, d'origine paysanne, qui lisait *Le Populaire* et était membre du **Parti socialiste SFIO** après avoir appartenu un temps au **Parti communiste**. Le jeune **Alexandre** fréquenta l'école primaire à Sotteville-lès-Rouen (Seine-Inférieure, Seine-Maritime) et obtint son certificat d'études avec « *mention bien* ». Embauché comme manœuvre chez un fumiste pendant deux ans, il suivit parallèlement l'école pratique et obtint un brevet d'enseignement industriel d'électricien.

L'effervescence du **Front populaire** et l'influence d'un jeune camarade l'amènèrent à militer aux **Amis de l'URSS** et à diffuser *Russie d'aujourd'hui* et *La Constitution stalinienne*. Il s'informe sur la réalité des **Procès de Moscou**, ce qui prouve que contrairement à certains dires de personnes pas très courageuses pour justifier leur comportement de servilité à **Staline**, à l'époque, si on voulait savoir, on pouvait savoir, et si on prétendait après « *ne pas savoir à l'époque* » pour justifier sa lâcheté politique, c'est que l'on ne voulait pas savoir.

Poussé par son père, il adhéra finalement aux **Jeunesses socialistes** de Sotteville, puis accéda rapidement au secrétariat de la section et au bureau fédéral. Lorsque **Marceau Pivert** fut exclu de la **SFIO** en 1938, **Alexandre Hébert** et ses amis quittèrent les **Jeunesses socialistes**. Le défilé paramilitaire des **Jeunesses socialistes** à l'occasion de leur conférence nationale de Creil, le 30 mars 1937, l'écœura. Délégué au Congrès socialiste de Royan, il rendit sa carte **SFIO** pour rejoindre quelque temps le **Parti socialiste ouvrier et paysan (PSOP)**. Puis, il rejoignit un groupe anarchiste établi à Elbeuf-sur-Seine et qui fut animé par **Louis Dubost**. Ce furent-là ses premiers

contacts avec la **Franc-Maçonnerie**, car **Dubost** dirigeait une Loge de Rouen appartenant au **Grand-Orient**.

Alexandre Hébert se fit embaucher au *Petit Entretien* à la **SNCF** à Sotteville en 1941 ou 1942. Réquisitionné par *l'Occupant* en octobre 1942, il partit travailler au dépôt de Munich (Allemagne) pendant treize mois. Il y fut l'initiateur de deux grèves parmi les ouvriers d'origines diverses réquisitionnés au dépôt. Revenu en France à l'occasion d'une permission, il ne retourna pas en Allemagne. Ne pouvant plus travailler à Sotteville, il se fit embaucher au *Petit Entretien* de la **SNCF** à Vernouillet-Verneuil (Seine-et-Oise), où il resta jusqu'à la fin de la guerre. Il y adhéra au syndicat **CGT** des cheminots et s'opposa très rapidement aux dirigeants communistes du syndicat, mais aussi à **Fernand Laurent**, futur dirigeant de la **Fédération FO des cheminots** et socialiste **SFIO**, avec qui ses rapports resteront difficiles.

À la Libération

À la Libération, **Alexandre Hébert** prit contact à Paris avec **Louis Louvet** et **Simone Larcher** qui animaient le périodique individualiste *Ce qu'il faut dire*. Muté à Nantes par la **SNCF**, il milita au **Groupe Francisco Ferrer** de la **Fédération anarchiste (FA)**, qui se réunissait 33, rue Jean-Jaurès. Il participa au **III^{ème} congrès de la FA** à Angers, du 9 au 11 novembre 1947. Mais le **Groupe Francisco Ferrer** « ne répondait pas aux besoins d'un anarchiste, par ailleurs militant ouvrier ». Quelques années plus tard, il participa donc à la fondation d'un **Groupe Fernand Pelloutier** « dont le titre lui-même était tout un programme », indépendant de la **FA**.

Il participa à l'assemblée générale constitutive du **Comité d'action syndicaliste (CAS)** réunie le 27 juillet 1947. En novembre-décembre 1947, le **CAS** de Nantes invita « tous les cheminots à constituer un mouvement syndical libéré de toute influence politique étatique ou religieuse ». **Alexandre Hébert** prit part au congrès constitutif de la **Fédération syndicaliste (FSC)** en décembre 1947, puis à celui de la **Fédération FO des cheminots** en mars 1948, qui l'élit au Conseil national et le confirma comme membre suppléant en 1950. En désaccord avec le Secrétaire général de la Fédération, **Alexandre Hébert** déserta les congrès des cheminots et n'y revint que lorsque **Robert Degris** devint secrétaire général en 1963.

Au moment de la **Scission de la CGT** en 1947, Il cosignait avec plusieurs responsables **FO** et **CNT** le « *Manifeste d'Angers* » qui appelait au « regroupement » de « tous les syndicalistes quelle que soit leur appartenance » pour « défendre les intérêts des travailleurs en-dehors de toutes influences politiques, confessionnelles ou étatiques ».

Néanmoins, **Alexandre Hébert** lui-même ne resta pas à l'écart de l'action politique. À la fin des années 1940 ou au début des années 1950, peut-être avant, il rencontra **Pierre Bussel**, dit « *Lambert* ». De cette entrevue, **Hébert** dit simplement en 1982 : « *Nous nous sommes mis d'accord, nous avons pris des engagements l'un et l'autre...* » ... En 1960, il créa l'**Union des anarcho-syndicalistes (UAS)**, regroupement des syndicalistes anarchistes.

Les grèves de 1953 et de 1955 et la question algérienne

Pendant les grèves d'août 1953, contre le recul de l'âge de départ en retraite des fonctionnaires, il défend l'existence et la légitimité des comités de grève, véritable organisation démocratique des travailleurs, contre la **CGT** et la **CFTC** qui entendent placer la grève sous la coupe de

l'intersyndicale. Celles-ci sont un succès ; mais c'est la dernière fois avant longtemps que des **Comités de grève** gèrent le mouvement : échaudées, les « *bureaucraties syndicales* » reprennent rapidement leurs droits. Son rôle dans ces grèves lui vaut d'ailleurs des tentatives de déstabilisation, que ce soit en interne (candidature de **Paul Malnoë**, secrétaire de l'Union locale de Saint-Nazaire) ou en externe avec l'hostilité ouverte de la **CGT** et la **CFTC**. Il joue encore un rôle important dans les grèves de 1955 en Loire-Atlantique, bien que les **Comités de grève élus** aient disparu.

Durant les années 1950, il rencontre régulièrement **Ahmed Mesli** dit *Messali Hadj*, militant nationaliste, fondateur du **Mouvement national algérien**, alors en résidence surveillée à Niort (Deux-Sèvres), accompagné, par exemple, d'**Yves Dechezelles** et de **Pierre Lambert**. Avec **Robert Bothereau**, à l'époque Secrétaire général de la **CGT-FO**, et **André Bergeron**, futur Secrétaire confédéral, il engage la **CGT-Force Ouvrière** dans le soutien à l'Indépendance de l'Algérie (Congrès d'Amiens en 1956), et le soutien aux militants syndicalistes algériens, alors que d'autres courants du mouvement ouvrier soutiennent le **FLN**. Il rendra visite à son vieil ami **Messali** jusqu'à son décès en 1974, dans une clinique de la **MGEN**, dans l'Oise.

En 1956, les militants du **Groupe Fernand Pelloutier** regroupés autour d'**Alexandre Hébert** et ceux du **PCI de Lambert** créaient le **Comité de liaison et d'action pour la démocratie ouvrière** (**CLADO**), qui édita 7 numéros d'un mensuel, *Commune* (avril 1957-mars 1958).

Et de Gaulle fit son retour

Dès 1958, il considère que les institutions de la **Cinquième République** représentent un danger pour les travailleurs et l'existence des organisations ouvrières libres : il y voit l'instauration d'un régime prônant l'intégration politique, sociale et économique de la classe ouvrière – à but de domestication. Intégration politique par la mise en place d'institutions de **type corporatiste néo-fasciste** (Sénat économique) ; intégration sociale des **syndicats ouvriers** aux objectifs économiques de l'État ; intégration économique par la mise en place de l'intéressement aux fruits de l'entreprise et la reconnaissance de la section syndicale d'entreprise, à terme unique. Durant la première décennie de la **V^{ème} République**, il ne cesse de défendre au sein de la **CGT-FO** le mot d'ordre de **l'Indépendance syndicale** par rapport aux partis politiques et de dénoncer toute participation aux commissions de toutes sortes auxquelles les syndicats devaient s'intégrer.

C'est le coup d'État de **de Gaulle** en mai 1958 qui entraîna la première dissociation spectaculaire d'**Alexandre Hébert** d'avec la « *Gauche* » de la **CGT-FO**, dont il avait jusque-là été une des figures de proue. Pour commencer, il ne s'associa pas à *l'Appel des 58 syndicalistes* (**Delsol, Bérégovoy, Labi, Lequenne,...**) publié par *La Révolution prolétarienne* de septembre 1958, qui dénonçait le coup d'État. Il réédita cette dissociation au **Congrès confédéral FO** de 1959.



Alors que l'opposition de « *Gauche* » était très virulente contre la direction de **Robert Bothereau** qui, contrairement à la **CGT** et à la **FEN**, était restée attentiste face au coup d'État, **Hébert** choisit, pour la première fois, de voter pour le Rapport moral. Il vota également une résolution – combattue par la « *Gauche* » de **FO** – rejetant toute collaboration avec « *la CGT communiste* ».

En 1960, il cofonda, avec entre autres **Serge Mahé** et **Joachim Salamero** (alors militant **CGT**, et bureaucratiquement exclu ensuite), **l'Union des anarcho-syndicalistes** (**UAS**) qui devait servir de

comité de liaison entre les militants anarchistes de la **CGT-FO** et de la **CGT**, adhérents ou non à la **FA**. L'**UAS** édita le bulletin *L'Anarcho-syndicaliste*.

En 1966, l'**UAS** signe une déclaration commune avec la **Commission syndicale** de la **Fédération anarchiste**. Ce rapprochement ne survivra pas à mai 1968, et aux idées introduites par la **CFDT** autour du slogan de l'autogestion.

Fidèle en amitié et quelles que soient les différences d'affinité, **Hébert** témoigne au procès intenté par l'État, au nom des anti-avortement, contre **Aristide Lapeyre**, en 1973, devant la Cour d'assises de Bordeaux, en compagnie de **Federica Montseny**, militante de la **CNT-FAI** et ex-ministre de la santé de la République espagnole pendant la guerre civile, de **G. Fumé** secrétaire du **SNI** de Gironde et de **Joaquim Salamero** secrétaire de l'École rationaliste **Francisco-Ferrer**.

Le tournant de 1969

Quelques mois auparavant, le **général de Gaulle** avait annoncé un référendum sur son projet de réforme du Sénat qui, fusionné avec le **Conseil économique et social**, aurait conduit un certain nombre de syndicalistes à devenir sénateurs. Au congrès, davantage qu'une position pour le **OUI** ou pour le **NON**, l'opposition de gauche (**Guilloré, Joyeux, Salamero, René Dumont** (qui n'a rien à voir avec le candidat écologiste à une Présidentielle), **Malnoë...**) demanda à la **CGT-FO** de promettre clairement qu'en cas de victoire du **Oui**, elle n'enverrait personne siéger au Sénat. Le secrétaire général, **André Bergeron**, refusa de promettre quoi que ce soit, mais annonça que **FO** appellerait à voter **Non**. À la surprise des autres opposants, **Alexandre Hébert** et **Pierre Lambert** votèrent la résolution de **Bergeron** (qu'ils avaient largement amendé dans la **Commission des Résolutions - NDCE**).

Hébert milite au sein de la **CGT-FO** pour le double « **NON** » : « *non* » au texte constitutionnel, « **NON** » à la participation aux instances si elles étaient tout de même créées. Au **X^{ème} Congrès confédéral**, qui commence le 18 mars, **Hébert, Bothereau**, ancien Secrétaire général, tout comme **Bergeron** combattent le projet gaulliste, qui, selon eux, ferait évoluer les institutions de la **V^{ème} République** non seulement vers le **Corporatisme**, mais aussi vers le **Régionalisme**. Le Congrès se range à leurs vues et appelle les militants à voter « **NON** ». C'est effectivement celui-ci qui l'emporte le 27 avril, avec 53,17 %, entraînant la démission de **de Gaulle**.

L'année suivante, l'**UAS** — dont **Hébert** n'était plus membre — disparut. Son assemblée générale des 5 et 6 septembre 1970 à Chef-Boutonne (Deux-Sèvres) décida de sa fusion au sein de l'**Alliance syndicaliste révolutionnaire et anarcho-syndicaliste** (**ASRAS**) animée entre autres par **Jacky Toublet**. **Alexandre Hébert** collabora quelques temps à *Solidarité ouvrière*, organe de l'**ASRAS**, mais ses liens avec l'**OCI** l'empêchèrent d'y jouer un rôle.

Il se détacha donc de l'**ASRAS**. Le sigle **UAS** étant désormais disponible, il le ressuscita en 1975, avec un groupe de proches dont son épouse **Maïté Pestel-Hébert**, **Joachim Salamero**, **Hervé Hochard**, **Marc Prévotel** et **Serge Mahé**. En 1996, l'**Union des anarcho-syndicalistes** adhère à l'**Entente internationale des travailleurs**.

En 1977, Il participe avec les militants « *lutte de classe* » de la **CGT-Force Ouvrière** à la rédaction d'un projet de résolution générale (« *Pour un syndicalisme lutte de classe* »), qui recueille 6,9 % des voix.

Peu avant l'élection présidentielle de mai 1981, dans un éditorial de *L'Ouest syndicaliste*, **Hébert** qualifie **François Mitterrand** de « *pétainiste* ». Il n'ignore en effet rien de son passé et le perçoit avant tout comme un ambitieux. Il vote cependant pour lui au second tour (il le regrettera publiquement plus tard) dans l'espoir qu'il remette en cause les institutions de la **Cinquième République**. Il a d'ailleurs eu à cet égard l'engagement de certains anciens **SFIO**, tel **Pierre Mauroy**, de faire voter des lois en faveur de la classe ouvrière.

Après les premiers mois de pouvoir socialiste, marqués par les nationalisations, la retraite à 60 ans, etc., une inflexion politique a lieu avec le « *tournant de la rigueur* ». Les années 1982-1983 sont marquées par l'adoption des *lois Auroux* qui, selon le point de vue d'**Alexandre Hébert**, remettent en cause la loi de 1950 sur les **Conventions collectives** et la **liberté de négociation**. Il s'ensuit une bataille entre les partisans d'un syndicalisme indépendant, dont **Hébert**, et les tenants d'un syndicalisme intégré, notamment **Edmond Maire**, qui vont tenter par un procès en diffamation de le faire plier pour l'obliger à se ranger dans l'ordre « *clérico-corporatiste* ».

Rôle dans l'histoire de l'anarcho-syndicalisme

Alexandre Hébert joue un rôle dans l'adhésion de **militants anarchistes** à la **Confédération générale du travail - Force ouvrière** (CGT-FO). Il devient Secrétaire de l'union départementale (UD) de la Loire-Atlantique dès sa création, tout comme **Raymond Patoux**, Secrétaire de l'UD CGT, puis CGT-FO du Maine-et-Loire. Il en est de même de son action pour l'adhésion à la CGT-FO de militants de la FEN autonome en 1982, 1983 et 1984.

Son activité de militant syndicaliste s'est située en permanence dans le cadre fixé par **Fernand Pelloutier** dans la *Lettre aux anarchistes* en 1899. Il a toujours combattu les adeptes d'un syndicalisme inféodé aux partis politiques, mais aussi les tenants du syndicalisme chrétien, du syndicalisme autonome et des organisations spécifiquement anarcho-syndicalistes (**CNT**, **CNT-AIT**) ; cela lui a attiré pas mal d'inimitiés. Combattant pour l'émancipation des travailleurs en toutes circonstances, il n'a pas hésité à se séparer de certains compagnons anarchistes qui ont pris un autre chemin, notamment celui de l'adhésion à ce qu'il considérait comme des avatars du syndicalisme chrétien (**CFDT**, **SUD**, etc.).

Au contraire, en tant que militant anarchiste, il a été de ceux qui ont reconstruit le **Mouvement libertaire** après la Seconde Guerre mondiale, à travers la **Fédération anarchiste**. En 1954, au sein de la **Fédération anarchiste**, il fait partie des opposants à **Georges Fontenis**, qui y avait introduit des éléments bolchevisants. En 1961, il contribue avec ses compagnons du **Groupe Fernand-Pelloutier** à la publication de *L'Anarcho-syndicaliste*, prélude à la constitution de l'**Union des anarcho-syndicalistes** (UAS). À tout moment, il s'est efforcé de réunir les militants ouvriers soucieux de préserver l'indépendance des syndicats.

Hommages

En 2010, à l'annonce de sa mort, de nombreux témoignages, dont ceux de **Serge Mahé**, **Christophe Bitaud**, **Marc Prévotel**, **Joachim Salamero**, **Marc Blondel** ou **Christian Eyschen**, montrent l'attachement que lui portent de nombreux militants.

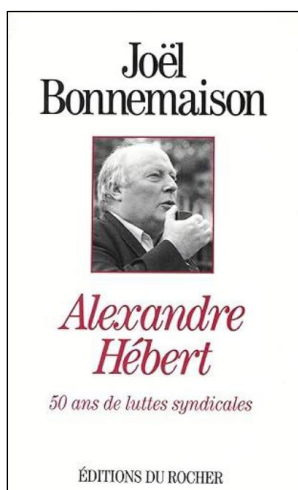
Ce long chapitre est un mélange de mon choix de trois sources citées ci-dessous, pour montrer la puissance de l'action d'**Alexandre Hébert** et de l'estime qu'il a suscité partout et qui se traduit dans ces textes, dont certains sont parfois quelques peu à charge :

- <https://maitron.fr/hebert-alexandre-albert-clement/>, notice **HÉBERT Alexandre, Albert, Clément** par **Marie-Louise Goergen**, version mise en ligne le 30 juin 2008, dernière modification le 3 septembre 2024.
- <https://maitron.fr/hebert-alexandre-dictionnaire-des-anarchistes/>, notice **HÉBERT Alexandre** [Dictionnaire des anarchistes] par **Guillaume Davranche**, version mise en ligne le 10 mars 2014, dernière modification le 7 octobre 2024.
- **Wikipédia** : https://fr.wikipedia.org/wiki/Alexandre_H%C3%A9bert

∴

Alexandre Hébert par ses Compagnons et Camarades

Cette deuxième partie repose sur la lecture des quatre ouvrages cités *infra*, dont deux plutôt biographiques, celui de **Bernard Hazo** et celui de **Joël Bonnemaison** et dont les deux autres traitent plus de la dimension militante d'**Alexandre Hébert**, écrits et documents à l'appui. Les deux biographies montrent tout la sympathie et l'admiration portée à l'homme et au militant.



Dans son enthousiasme, **Joël Bonnemaison** passe parfois de l'autre côté du cheval quand il commence une biographie d'**Alexandre Hébert** en écrivant : « *Il n'est évidemment pas question ici de faire une thèse sur l'Anarcho-Syndicalisme. Pas plus qu'une autre sur le Catholicisme social ou une troisième encore sur le courant Socialiste, tous trois composantes du mouvement ouvrier* ». Passons sur le « courant Socialiste » qui semble englober la social-démocratie, ses avatârs, le Réformisme, le stalinisme et le Trotskysme ; l'auteur travaille au prix de gros et pas au détail. Mais le catholicisme social « *une composante du Mouvement ouvrier* », alors là, ce n'était pas la pensée de notre camarade **Alexandre Hébert**, c'était même tout le contraire. Il partageait ce qu'analysait si bien **Marc Prévotel** sur l'infiltration cléricale dans le **Mouvement ouvrier**, infiltration qui prenait de multiples formes.

Cela étant réglé, le reste de l'ouvrage ne manque pas de pertinence, comme celle de rappeler le propos de **Maurice Joyeux** : « *Alexandre est le type même de l'Anarcho-Syndicaliste tel que le Mouvement ouvrier en fabriquait au début du siècle* », ou de celui qui rappelle qu'**Alexandre** ne se définissait pas comme « *Anarchiste* », mais comme **UN Anarchiste**, ce qui le rapprochait du Courant synthétiste de **Sébastien Faure**, de **Louis Lecoin** et de **Maurice Joyeux**.

Sur 1968, le propos rapporté de **AH** sonne aussi vrai : « *Autrefois, un simple baccalauréat ouvrait des carrières. L'immense masse des étudiants parqués dans les facs a soudainement pris conscience que leurs diplômes les conduisaient à long terme au chômage. Ce qui s'est vérifié* ». Sur la **Révolution russe** et ses suites, **Alexandre** pensait que les **Anarchistes** avaient vu juste depuis le début, c'est toujours la question de l'État et du pouvoir qui est posé, et avec le **Stalinisme**, on était loin du dépérissement de l'État pensé par **Marx** et **Engels**. Quand on a pris le Pouvoir, on veut le garder d'où **Cronstadt**.

Voici une très belle citation sur « *l'Anarchie porteuse de vertu* » : « *Ce n'est pas une doctrine qui préconise l'écrasement de son prochain. La liberté de chacun s'arrête là où commence celle d'autrui. Je ne crois pas à l'Humanisme : je crois à l'individu libre.* » C'est un beau sujet de réflexion philosophique : est-ce que la liberté s'arrête quand elle commence ou est-ce l'inverse ?

La réflexion d'AH est aussi profonde sur l'analyse du phénomène qui voit la Bourgeoisie sur le déclin, pour conserver son pouvoir, détruire ses propres acquis démocratiques : « *En réalité, il s'agit de détruire les dernières franchises et garanties que, dans le cadre de la démocratie politique, la bourgeoisie avait elle-même établies. On prétend opposer une pseudo - « démocratie économique » aux garanties de la démocratie politique... Il nous faut bien constater que cette prétendue démocratie économique est l'alibi de tous les régimes totalitaires.* » Ce texte date de février 1969 quand s'annonce le référendum de **de Gaulle**. C'est la même analyse qui conduira les **Trotskyistes-Lambertistes** à formuler plus tard « *la ligne de la Démocratie* » qui eut beaucoup de conséquences positives, notamment pour la **Libre Pensée**, et pas seulement sur le strict plan « *théorique* ».

Amitié, Fraternité et Camaraderie

Fidèle en amitié, nous l'avons vu, pour **Aristide Lapeyre**, **Alexandre Hébert** défendra son ami **André Bergeron**, avec une certaine efficacité, dans l'infâme procès des catho-sociaux infiltrés grâce à **Mitterrand** et à **Rocard** dans le **PS** (qui n'était plus, et de loin, la **SFIO** !) et qui voulaient l'exclusion du Secrétaire général de la **CGT-FO** qui était resté, malgré tout, au **Parti socialiste**. La correction, la loyauté, la camaraderie et la Fraternité sont des vertus qu'ont enseignées notamment **Alexandre Hébert** et **Pierre Lambert** à toute une génération de militants dont je fais partie.

Un bienfait n'est jamais perdu (c'est une belle leçon de la vie), et c'est tout naturellement que **Marc Blondel**, mandaté expressément par **André Bergeron**, dans le non-moins infâme procès d'**Edmond Maire** contre **Alexandre Hébert**, a témoigné à ce procès. Il faut dire que celui-ci avait eu le mauvais goût de rappeler que la « *grande victoire des Lip* » avait vu la moitié des 1 300 salariés se faire licencier et que ceux qui avaient échappé à la « *guillotine sociale* » du chômage avaient vu tous leurs droits collectifs annihilés par cette « *grande victoire* ». Il avait aussi rappelé ce qu'étaient les hommes de la *Doctrine sociale de l'Église*, d'où ils venaient et où ils allaient.

∴

Bernard Hazo va continuer dans le registre de l'estime et de l'amitié, mais avec un tour plus militant. Il rappelle que le sujet de son ouvrage a été « *Secrétaire général de l'Union départementale de la CGT-FO de Loire-Atlantique de 1948 à 1972* », avec un minuscule *intermezzo*, dû à une opération politique de mauvais aloi et pour des fins qui n'avaient rien à voir avec la défense des intérêts des travailleurs, tout au contraire.

« *Avec comme toujours comme fil rouge l'indépendance, « cette timide et fragile fleur qu'est l'amour de l'indépendance » comme l'écrivait Fernand Pelloutier. Face à tous les « renovateurs » du socialisme et du syndicalisme, aux « modernistes » ralliés à la gestion du capitalisme qu'ils disent indépassable qui pour « transcender » la pourtant incontournable Lutte des classes, nous entraînent vers l'État subsidiaire et corporatiste, Alexandre est resté debout, faisant face, sans jamais céder sur ce qu'il considérait comme l'essentiel, l'indépendance, fidèle à la fière formule de la 1ère Internationale : « l'Émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ».*

Quelques dates et événements à retenir

- **Septembre 1894** : 6^{ème} Congrès national des Syndicats de France où **Fernand Pelloutier** et **Aristide Briand** battent les **Guesdistes du POF** (Parti Ouvrier Français) sur la conception authentique du **Syndicalisme libre** et convoque le prochain Congrès à Limoges (1895) qui verra la constitution de la **CGT** sur la base de l'union des **Syndicats** et des **Bourses du Travail**, donnant pour toujours la dimension verticale (**Fédérations**) et horizontale (**Unions départementales**) au Syndicalisme confédéré.
- **Octobre 1906** : 9^{ème} Congrès de la **CGT** qui adopte la *Charte d'Amiens* avec l'assignation de la double tâche : défendre quotidiennement les travailleurs et lutter pour abolir le système d'exploitation. Après la **Séparation des Églises et de l'État** en 1905 qui fonde la **Laïcité**, la *Charte d'Amiens* fonde le **Syndicalisme libre** sur la base de la **Séparation du Syndicalisme et des Partis politiques** qui peuvent agir librement de leur côté, à côté, mais pas dans le **Syndicalisme libre** de toute attache politique religieuse ou autres.
- **1943-1948** : Le journal de la **Résistance syndicaliste Force ouvrière** se transforme en Courant dans la **CGT**, puis en **CGT-FO**. À **Benoît Frachon** qui péroré : « *la CGT continue* », **Robert Bothereau** répond : « *nous continuons la CGT* ».

Pour tout ce qui est de la situation générale de la période après-guerre et la suite, je renvoie à mon étude sur « *La naissance de Force Ouvrière autour de Robert Bothereau* » où je cite plusieurs fois **Alexandre Hébert**. Je voudrais mentionner, par contre, un fait souligné par **Bernard Hazo** : les liens étant très forts entre **Alexandre Hébert**, **Pierre Lambert** et **Messali Hadj**, l'**UD FO 44** servira souvent d'imprimerie clandestine au **Mouvement National Algérien**.

En 1956, se constitue le **CLADO** (Comité de Liaison et d'Action pour la Démocratie Ouvrière) qui va avoir un rôle important dans le **Mouvement ouvrier** qui veut se dégager à la fois du **Stalinisme oppresseur** et de la **Social-Démocratie** qui jette aux orties le « *Réformisme* » pour se convertir à la *Doctrine sociale de l'Église*. Le **CLADO** refusait de choisir entre les *Versillais de Budapest* et les *Versillais en Afrique-du-Nord et au Moyen-Orient*, il les renvoyait dos à dos comme étant la même engeance réactionnaire et bureaucratique, assassins des peuples.

Sur cet aspect, ainsi que sur la question du **Syndicalisme enseignant confédéré** (voir article joint sur le *Syndicalisme autonome*), je conseille la lecture de l'excellent ouvrage de **Jean-Marc Schiappa** sur *Paul Ruff, un homme libre, Résistant, Syndicaliste de la CGT-FO, Dirigeant du Syndicat des Enseignants de la Région Parisienne, un des fondateurs du CLADO, Partisan de l'Indépendance de l'Algérie et de tous les Peuples colonisés, Révolutionnaire prolétarien, Militant « Lutte de classes »* qui exhume des pages historiques passées sous le boisseau des appareils de toutes natures et qui resurgissent avec éclat aujourd'hui. Le **Syndicalisme enseignant de la CGT-Force Ouvrière** ne date pas de 1984, mais de 1945-1947. Il était temps de le rappeler.

De même, il faut souligner que l'ouvrage de **Bernard Hazo** livre des analyses d'**Alexandre Hébert** très intéressantes, comme celle de dire que « *la classe ouvrière n'est pas révolutionnaire d'une manière consciente. Elle est objectivement révolutionnaire, mais les ouvriers, eux sont réformistes. Ils sont réformistes tant qu'ils n'ont pas accédés à un mode d'organisation et à un certain niveau théorique qui leur permettrait de devenir révolutionnaires.* » C'est pourquoi, il martelait sans cesse sur la nécessité *d'élever le niveau de conscience de classe*, ce qui le distinguait nettement des bureaucrates qui se

« *contentaient* » aisément que les prolos n'en sachent pas trop, car sinon ils pourraient alors réfléchir et s'interroger sur le rôle des appareils.

« *J'ai toujours admis pour les **Trotskyistes** le droit d'avoir leur faction, pour les **Sociaux-Démocrates** la leur, les **Anars** la leur. Et je suis pour qu'ensuite, il y ait un compromis entre les fractions. Et le **Syndicat** alors leur impose un consensus. On vote rarement dans un syndicat, c'est la recherche toujours du dénominateur commun. Alors, moi j'essaye toujours d'obtenir l'accord de tout le monde et, en fonctionnant comme cela, on développe le **Syndicat** ». C'est exactement la même méthode que nous mettons en œuvre dans la **Libre Pensée** : le consensus pour l'action.*

La Question laïque

Le Libre Penseur anticlérical, plus spiritualiste qu'athée

Dès janvier 1980, il est, avec **Serge Mahé** et d'autres militants laïques, à l'initiative de « *L'Appel aux laïques* » et du **Comité national** pour la signature de *L'Appel aux laïques*. Une adresse est envoyée aux candidats à la présidence de la République ; elle reçoit une réponse édifiante du candidat **François Mitterrand**, qui n'a été publiée que par *L'Anarcho-syndicaliste* .

Le 31 janvier 1982 se tient, à l'appel du **Comité national pour la signature de l'Appel aux laïques**, un meeting porte de Pantin qui rassemble environ 10 000 personnes, reçoit un accueil chaleureux de la **CGT-Force Ouvrière** et de la **Libre Pensée** ; c'est le prélude à l'adhésion à la **CGT-FO** d'instituteurs et de professeurs et c'est aussi le prélude à la constitution, en 1983, de la **Fédération des Cercles de Défense Laïque**, afin de démystifier le **Comité National d'Action Laïque**, jugé insuffisamment combatif.

∴

À ce propos, le sous-titre plus haut : « *Le Libre Penseur anticlérical, plus spiritualiste qu'athée* », a pu intriguer. **Alexandre**, dans tous ses écrits que je connais, s'en prenait toujours à l'Institution qu'était le **Vatican** et sa filiale française, l'**Église catholique**, et jamais (je le répète à ma connaissance) à la « *croyance en Dieu* » proprement dite, ni non plus à la Foi. C'est ce qui le distinguait de **Bakounine** et de **Proudhon** qui, dans son « *interrogatoire* » dans son Initiation maçonnique, avait répondu à la question : « *Que doit-on à Dieu ?* » avait répondu « *la Guerre* ».

C'est pourquoi, je pense qu'**Alexandre** était plus spiritualiste qu'athée, (**Marc Blondel** dira plutôt qu'il était « *agnostique* ») ce qui lui permettait de côtoyer sans problème le **GADLU** (Grand Architecte de l'Univers) à la **Grande Loge de France**. Là aussi, il était dans une filiation ancienne, où l'on pouvait être profondément **Libre Penseur** et **Anticlérical**, mais pas **Athée** sans rien concéder à l'Église, dans la lignée de **Victor Hugo** et de **Jean Jaurès**, par exemple. Et **Libre Penseur** et **Anticlérical**, **Alexandre Hébert** en était un magnifique exemple !

Nous avons vu *supra* la lutte pour la défense de la laïcité que menait sans cesse durant toute sa vie, **Alexandre Hébert**. L'ouvrage que nous analysons revient naturellement sur cet aspect : « *La classe ouvrière est, par sa condition, engagée dans un vaste combat de libérations ; et naturellement, elle a fait*

sienne la notion de **laïcité**, qui est un élément essentiel de liberté politique : la classe ouvrière est opposée à toute idéologie d'État. » C'est très exactement ce que dit la **Libre Pensée** aujourd'hui contre la loi « **Séparatisme** » qui, au nom des « *valeurs de la République* » (que personne ne sait ni ne peut définir) entend imposer une idéologie de d'État et toute idéologie d'État est totalitaire par nature et par essence.

En 1972, le Comité National d'Action Laïque (CNAL) trahit le combat laïque en faisant rentrer la CFDT en son sein. AH écrit alors dans *l'Ouest-Syndicaliste* d'avril-mai 1972 : « *Devant cette intrusion qui compromet dangereusement l'avenir, faut-il se retirer du CNAL et tenter de créer un Front laïque sur une base de classe ? Faut-il y rester quitte à aller défendre la Laïcité au sein des organisations laïques. Le Bureau de l'UD (FO 44) a opté pour la seconde solution, en espérant favoriser ainsi une prise de conscience des Laïques avant qu'il ne soit trop tard...* »

Cette question est d'importance, d'autant plus avec l'expérience acquise maintenant. Il fallait se battre jusqu'au bout contre cette entreprise qui finira lamentablement. La FEN deviendra UNSA en reniant tout son passé laïque, et elle sera représentée par la CFDT dans les instances internationales, pour le moment, en attendant la suite sur le plan national, où elle finira totalement par disparaître, comme le CNAL aujourd'hui. S'il peut y avoir « *plusieurs demeures dans la Maison du Père* », il ne saurait y avoir qu'un seul Pasteur, **l'Église catholique**. L'UNSA-FEN ira jusqu'au bout de son chemin de reniements, elle se convertira totalement à la **Doctrine sociale de l'Église**. Et c'est déjà bien avancé dans les faits, « *cela était écrit* » depuis 1947.

Le choix qui est fait alors par **Alexandre Hébert** sera totalement, à la fois, confirmé et aussi infirmé.

- **Confirmé** : le fait de rester dans les **organisations laïques** permettra de sauver la **Fédération nationale de la Libre Pensée** et de lui redonner « *force et vigueur* », au point où elle est devenue l'axe autour duquel le **Mouvement laïque** tend à se reconstruire sur la ligne de **l'Abrogation de la Loi Debré**, comme un retour en quelque sorte au point de départ. Il n'est pas rien de voir, dans les faits et aussi symboliquement, que c'est la **Libre Pensée** qui a rédigé un projet de **Plan de sortie du financement public de l'enseignement**, assorti de 3 propositions de lois. C'est cela qui est sur la table de discussion dans le **Mouvement laïque**.

- **Infirmé** : le fait de vouloir accompagner le retour totalement justifié et nécessaire des syndicalistes enseignants dans le **Syndicalisme confédéré** - que continue la **CGT-Force ouvrière**, héritière légitime de la **Vieille-CGT**, notamment devant le naufrage de la **FEN-UNSA** - par la création *ex-nihilo* d'une « *organisation laïque* » comme la **FCDL (Fédération des Cercles de Défense Laïque)**, était totalement, purement, artificiellement la volonté de créer un pendant « *laïque* » à FO comme l'était naguère le **CNAL** pour la FEN. Copier ce qui a posé problème et a conduit à un naufrage comme une sorte de « *résurrection laïque* » était une erreur totale et d'ailleurs, mon ami et camarade **Jean-Marc Schiappa** rappelle toujours cette citation de **Friedrich Engels** « *la preuve du pudding est qu'on le mange* » donc qu'il existe, et conclut-il : la preuve de l'erreur de la **FCDL** est qu'elle n'existe plus, et je rajoute pour ma part : si tant est qu'elle ait vraiment existé un jour, sauf comme une déclamation dans le monde des Appareils.

Il y a un fait incontestable qui doit nous amener à réfléchir collectivement, car il ne peut y avoir de **Perspectives sans Bilans**, selon l'excellente expression de **Léon Trotsky**. Qu'est-ce qui a fait que la permanence laïque est passée par la **Libre Pensée** et non par ailleurs ? D'abord parce que la **Libre**

Pensée, comme la **CGT-FO**, sont des organisations historiques et non artificielles (comme la **FCDL**) liées au **Mouvement ouvrier**, d'une manière différente certes, mais liées tout autant.

En 1978, au **Congrès national de la Libre Pensée qui se tient à Colomiers** (Haute-Garonne), c'est à une très faible majorité de deux mandats qu'une résolution sera adoptée en faveur d'un soutien, de facto, à « *l'Union de la Gauche* » et à son programme commun de gouvernement : « *La Libre Pensée doit être partie prenante dans la transformation inéluctable de la société actuelle (...). Le Congrès estime que le socialisme que nous concevons ne peut s'envisager qu'avec les libertés et leur extension (...) le respect des droits aux différences.* »

Beaucoup plus dans la tradition historique, notamment celle des prises de position d'**André Lorulot** au moment du **Front Populaire** et de résolutions de congrès comme celui de 1938 à Boulogne-sur-Mer, une résolution sera présentée par **Alexandre Hébert**, délégué de Loire-Atlantique : « *La Libre Pensée est indépendante non seulement des Églises, mais aussi des partis, groupes de partis et des États : les Libres Penseurs restent individuellement libres de participer par le truchement d'un syndicat ou de tout autre groupe ou organisation au processus de transformation sociale.* »

Une résistance se manifestait alors nettement sur le refus de subordonner la **Libre Pensée** aux appareils de la « *Gauche unie* » qui allaient se soumettre de plus en plus à **l'Europe vaticane** et à **l'économie de marché**. Une nouvelle période s'ouvrait pour la **Libre Pensée** et les **Libres Penseurs**, ce qui allait conditionner la suite des tâches et des événements.

Les **Appareils** de toutes natures n'ont pas vu d'un bon œil que des « *Lambertistes* », selon leur expression, prennent la direction de la *Vieille-Maison* de la **Libre Pensée**. Ils n'ont pas ménagé leurs coups, leurs turpitudes et leurs bassesses pour entraver cela. Le combat fut rude, et j'en sais quelque chose, étant celui qui fut toujours en première ligne, en étant « *à la manœuvre* » comme on dit chez les marins dans les tempêtes. L'alliance entre les anciens qui voulaient restés fidèles à la **Libre Pensée** et les « *jeunots* » révolutionnaires, a permis une issue positive.

Il y a aussi une donnée qu'il faut prendre en compte, c'est que les **Appareils** pensaient que la **Libre Pensée**, car « *ringarde* », disparaîtrait d'elle-même et que nous allions nous épuiser nous-mêmes dans un combat perdu d'avance. Lourde erreur qu'ils n'ont pas fini de payer, car tout se paiera. Mais c'était sans compter sur notre volonté collective, et il faut remercier tous ceux qui ont combattu ensemble pour y arriver. « *Quand il y a une volonté, il y a toujours un chemin* .

Aujourd'hui, ces mêmes **Appareils** sont obligés de compter avec la **Libre Pensée**, il faut dire que dans l'état où ils sont pour la plupart, ils n'ont guère le choix aujourd'hui. Ils peuvent « *tolérer* » qu'une organisation historique leur échappe, mais pas plus, sans doute. Et quelque part, la revanche a un goût jouissif ; malgré tous leurs reniements, le combat laïque reprend sur le terrain même où les **Appareils** ont capitulé depuis longtemps en jetant armes et bagages : **l'Abrogation de la loi Debré** et, ce, dans un dispositif où la **Libre Pensée** occupe une place centrale et noue des liens nouveaux sur tous les terrains, notamment contre la **loi « Séparatisme »**, qui est le pire danger antilaïque, liberticide et antidémocratique aujourd'hui. Leur affaire n'est pas simple et nous allons la compliquer encore un peu plus.

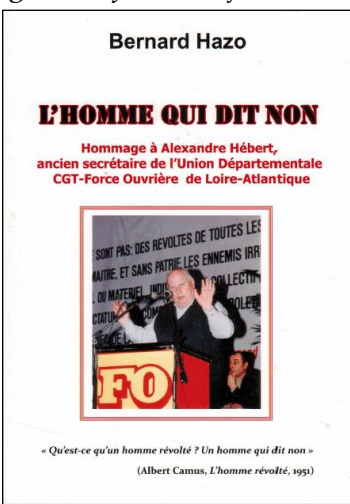


La profondeur des analyses d'AH peut se voir dans le *Rapport moral* qu'il présenta au **XIV^{ème} Congrès de l'UD-FO de Loire-Atlantique** en 1971. Pour le moins, notre camarade avait un sérieux coup d'avance sur bien de « *politologues* » de salon qui dissertent aujourd'hui sur le « **Populisme** » : « Le « *populisme* » fondé sur le « *peuple* », s'est toujours opposé aux différents courants socialistes fondés, eux, sur la notion de classe. Il ne s'agit pas d'un débat académique. Il suffit de savoir comment théoriquement, notamment en Russie, en Autriche, et en Italie, le populisme a non seulement combattu les mouvements socialistes, mais fut l'artisan du **fascisme**. Ce qui caractérise les néo-populistes c'est, au nom du « *peuple* », et derrière une certaine phraséologie ultra-gauche, la haine forcenée des organisations ouvrières.

*Les populistes commencent par s'en prendre aux bureaucraties politiques ou syndicales, ce qui, a priori, peut sembler ne pas être mauvais. Encore convient-il de préciser que les courants ouvriers authentiquement révolutionnaires ne s'en prennent pas aux « bureaucraties » (considérées comme **le Diable** !) mais à la politique des bureaucraties. Mais les populistes ne bornent pas leurs attaques aux « bureaucraties » ; très rapidement, ils remettent en cause les organisations elles-mêmes. Ils ont même inventé tout un vocabulaire pittoresque pour expliquer par exemple : « le rôle auto-régulateur de l'économie capitaliste joué par les syndicats ». »*

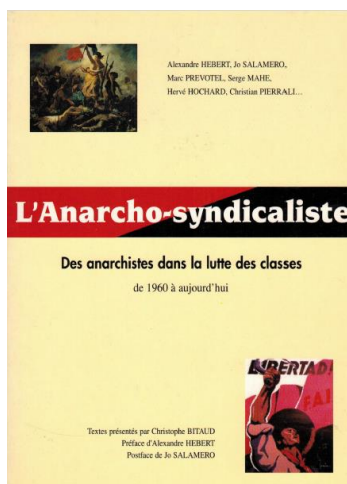
Il en est de même dans le message de **Roger Sandri**, ancien Secrétaire confédéral de la **CGT-FO** à l'Organisation pour le **XX^{ème} Congrès de l'UD FO 44** où **Patrick Hébert**, son fils, prit les rênes de l'Union départementale pleinement dans la « *ligne* » de son père **Alexandre** après, selon la formule consacrée « *70 ans de bons et loyaux services* », dont 44 à la tête de son **UD**, au service de la classe ouvrière : « *Et pourtant, 45 ans après, avec l'effondrement de ces régimes staliniens, la suite des événements nous a donné amplement raison. Mais la crise du mode de production capitaliste, avec son cortège de chômage, de paupérisation et toutes les formes de barbarie, apporte la preuve que, loin d'être terminé, le combat pour la défense des conquêtes ouvrières continue.*

*Les difficultés rencontrées par les États à faire la synthèse des intérêts particuliers au nom d'un intérêt général fondé aujourd'hui sur le partage de l'austérité, les conduit à faire les yeux doux au **mouvement syndical**. À sa façon, le patronat au niveau de l'entreprise agit de même. C'est ainsi que courtisé, adulé, le syndicalisme est sollicité pour s'impliquer dans la gestion publique, économique, industrielle, et pour exercer des responsabilités qui, en démocratie, appartiennent naturellement aux partis politiques, ne serait-ce qu'en matière d'élaboration des lois ou des projets de loi. »*



On voit à travers ses deux longues citations la pensée profonde commune de ceux qui bâtirent **Force ouvrière** et qui la dirigèrent, chacun à sa manière, sur leurs propres plans.

L'ouvrage de **Bernard Hazo** se termine sur les hommages mérités prononcés lors des obsèques de ce militant ouvrier d'envergure : **Marc Blondel, Roger Sandri, Claude Jenet, Serge Mahé, Dan Moutot** ; ses camarades de toujours, nos camarades.



∴

L'ouvrage *l'Anarcho-Syndicaliste, des Anarchistes dans la lutte des classes de 1960 à nos jours* intègre naturellement beaucoup d'éléments déjà cités dans cet article, je n'y reviendrai donc pas. La publication des statuts de **l'Union des Anarcho-syndicalistes (UAS)** est très intéressante. Comme dans la **Libre Pensée**, on y lit une méthode : « *Ils sont fondamentalement opposés à ceux des organisations centralisées traditionnelles, où dans le meilleur des cas une majorité numérique décide du comportement de l'ensemble des adhérents, quand ce n'est pas une minorité bureaucratique qui dicte sa loi.* »

*Il faut comprendre d'autre part, qu'ils ne s'appliquent pas à une organisation de masse regroupant différentes tendances du **Mouvement ouvrier**, mais à l'organisation d'une **minorité anarchiste** dont l'objectif est davantage la **précision de pensée**, garantie d'efficacité, que l'unité équivoque d'un grand nombre.*

*Dans le cas où une rupture de l'affinité de pensée qui justifie l'existence du **Groupe** est constatée entre les membres, la scission qui s'ensuit implique le partage des fonds dont dispose le Groupe en proportion des composants. »*

Ces Statuts sont irrigués par la pensée de **Bakounine** : « *Le droit de libre réunion et de la sécession également libre est le premier, le plus important de tous les droits politiques, celui sans lequel la **Confédération** ne serait qu'une centralisation masquée* ».

Il faut estimer à sa juste valeur la **Déclaration commune de l'UAS et de la Commission syndicale de la Fédération Anarchiste** de mars 1966 qui, naturellement faire référence à la **Charte d'Amiens** et revendique « *l'existence même de syndicats ouvriers en tant que force autonome des travailleurs.* »

En effet, l'évolution actuelle suppose le contrôle des syndicats par l'État, et leur mutation au travers de structures dites de « dialogue » et de « participation », en rouages de l'État Participant à l'élaboration du « plan économique et social », et limitant strictement leur activité dans le cadre précis de l'exécution du plan. »

La distinction nette est aussi faite entre les pseudo-structures de concertation qui ne sont que les instruments de la mise en œuvre d'une subsidiarité qui ne dit pas son nom et les commissions paritaires classiques issues des conquêtes syndicales.

Il convient de dire que la rupture **UAS/FA** ne fut pas obligatoirement une bonne chose, après cet élément prometteur, car la **FA** aurait pu donner l'assise nécessaire à l'affirmation des analyses de l'**UAS**. Cette rupture n'a pas été suivie par tous les membres de l'**UAS** ; il me semble que **Marc Prévotel** est resté à la **FA** jusqu'au bout où son influence s'est toujours faite sentir. Il faut dire

qu'entre temps était passé 1968 où certains décomposés, déguisés en « *Anarchistes* » de la pire espèce, déclamaient que « *les syndicats étaient des bordels et l'UNEF une putain.* » Cela n'a pas aidé à y voir clair dans une période marquée par la confusion la plus totale.

D'autant qu'en 1975, **Alexandre Hébert**, dans un texte sur la crise, écrivait : « *Malheureusement, les efforts des uns et des autres (les Anarcho-syndicalistes dans la CGT-FO, la FEN et la CGT) s'exercent en ordre dispersé à un moment où sur le plan national et international un minimum de coordination est indispensable. L'UAS reconstituée fera l'impossible pour faciliter les contacts, les rapprochements mais aussi, bien entendu, le travail d'élaboration et de clarification théorique sans lesquels tout effort de coordination est voué à la confusion et à l'échec.* » Comme va le souligner **Serge Mahé** en octobre 1975, la difficulté venait de la nécessaire affirmation de **l'Indépendance syndicale**, dont tous les **Anarchistes** n'avaient visiblement pas la même conception.

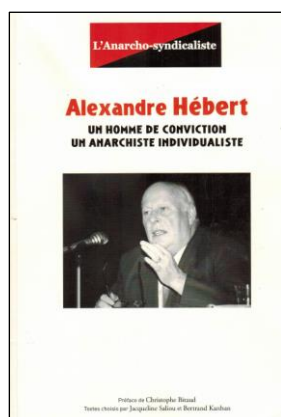
En 1977, pour la dernière fois réellement jusqu'à aujourd'hui, il y eut plusieurs projets de **Résolutions générales** en discussion au **Congrès confédéral de la CGT-FO**. **Alexandre Hébert** était le Rapporteur de celle intitulée « *Pour un Syndicalisme Lutte de classe* » qui réaffirmait **l'Indépendance syndicale** dans tous ses aspects, elle fera près de 7% des suffrages exprimés en différence de celle du **Bureau Confédéral** et surtout en opposition à celle de **l'Union de la Gauche** (9,1%) qui voulait arrimer la CGT-FO au char du *Programme commun PS/PCF/MRG* et qui fut battue largement.



En 1980, je participerai au Congrès confédéral suivant à Bordeaux-Lac où la **Tendance « lutte de classes »** s'intégrait dans la majorité confédérale, ce qui était, à mon avis, une excellente chose. C'était la même stratégie que celle préconisée par le Bureau de **l'UD FO 44** en 1972 sur la *Question laïque*. Il n'est pas pour autant inscrit qu'il ne faudra pas un jour revenir à cette confrontation d'idées, sous la forme de projets différents de *Résolution générale* dans le cadre qui définit les orientations dans la CGT-FO.

Sur la photo publiée en annexe, on voit sur la même table : **Alexandre Hébert, Pierre Lambert, Roger Bauvert, Patrick Hébert** (c'était son deuxième Congrès confédéral) et moi (pour moi, c'était le premier), je ne me souviens plus dans quelle circonstance j'étais arrivé à cette table mémorable, sans doute à l'invitation de **Pierre Lambert** lui-même, mais cela fait des souvenirs que l'on garde précieusement.

∴



Dans le quatrième ouvrage *Alexandre Hébert, un homme de conviction, un Anarchiste individualiste* qui m'a servi pour ce travail, il y a beaucoup de choses aussi déjà mentionnées à juste titre dans les autres ouvrages. Mais il y a des choses nouvelles dont il faut mentionner l'existence.

Dans un article du *Monde libertaire* en 1954, à la façon de **Fernand Pelloutier**, **Alexandre Hébert** s'évertue à convaincre les **Anarchistes** d'agir dans les **Syndicats** et de repousser la crainte « *de ne pouvoir rester eux-mêmes* »

*dans un milieu qui n'est plus spécifiquement anarchiste. » En 1975, l'Anarcho-Syndicaliste s'en prend aux **21 conditions du Komintern**, et particulièrement à la 9^{ème} qui subordonne les Syndicats aux Partis communistes et y oppose naturellement la *Charte d'Amiens*.*

La Charte d'Amiens

Le **Congrès confédéral d'Amiens** confirme l'article 2 constitutif de la CGT.

La CGT groupe, en dehors de toute école politique, tous les travailleurs conscients de la lutte à mener pour la disparition du salariat et du patronat.

Le Congrès considère que cette déclaration est **une reconnaissance de la lutte de classe**, qui oppose sur le terrain économique, les travailleurs en révolte contre toutes les formes d'exploitation et d'oppression, tant matérielles que morales, mises en œuvre par la classe capitaliste contre la classe ouvrière.

Le Congrès précise par les points suivants, cette affirmation théorique.

- Dans l'œuvre revendicative quotidienne, le syndicat poursuit la coordination des efforts ouvriers, l'accroissement du mieux-être des travailleurs par la réalisation d'améliorations immédiates, telles que la diminution des heures de travail, l'augmentation des salaires, etc. Mais cette besogne n'est **qu'un côté de l'œuvre du syndicalisme** : il prépare **l'émancipation intégrale** qui ne peut se réaliser que par **l'expropriation capitaliste** ; il préconise comme moyen d'action la grève générale et il considère que le syndicat, aujourd'hui groupement de résistance, sera, dans l'avenir, le groupement de production et de répartition, base de réorganisation sociale.

Le Congrès déclare que cette **double besogne**, quotidienne et d'avenir, découle de la situation de salariés qui pèse sur la classe ouvrière et qui fait à tous les travailleurs, quelles que soient leurs opinions ou leurs tendances politiques ou philosophiques, un devoir d'appartenir au groupement essentiel qu'est le syndicat.

Comme conséquence, en ce qui concerne les individus, le Congrès affirme l'entière liberté pour le syndiqué de participer, en dehors du groupement corporatif, à telles formes de lutte correspondant à sa conception philosophique ou politique, se bornant à lui demander, en réciprocité, de ne pas introduire dans le syndicat les opinions qu'il professe au dehors.

En ce qui concerne les organisations, le Congrès déclare qu'afin que le syndicalisme atteigne son maximum d'effet, l'action économique doit s'exercer directement contre le patronat, **les organisations confédérées n'ayant pas, en tant que groupements syndicaux, à se préoccuper des partis et des sectes qui, en dehors et à côté, peuvent poursuivre, en toute liberté, la transformation sociale.**

Congrès d'Amiens du 8/14 octobre 1906, texte adopté par 830 voix, 8 contre et un blanc

En septembre 2010, l'organe de l'UAS republie un article d'AH, paru dans *la Commune*, journal du CLADO en 1957/1958, intitulé « *Du mythe fasciste de l'unité* » où **Alexandre Hébert** polémique ouvertement avec le **PUM-SUD** (Pour un mouvement syndical unitaire et démocratique), proposition « *unitaire* » au seul bénéfice de la **FEN** alors : « *L'expérience à laquelle, faute de mieux, il faut pourtant bien se référer, prouve que seul le pluralisme des organisations permet le*

développement et la survie des courants. L'unité organique aboutirait rapidement au triomphe de « l'appareil », c'est-à-dire au centralisme négateur de toutes les libertés, sans lesquelles aucune action féconde ne pourra être poursuivie en faveur de l'émancipation ouvrière. »

Aujourd'hui comment ne pas y voir aussi une condamnation sans appel de la loi « *Séparatisme* » qui tend à imposer un seul modèle unique pour toutes les organisations différentes qui dépendent des lois de **1884** (Syndicats), **1901** (associations et partis politiques) et de **1905/1907** (associations cultuelles religieuses). C'est l'unicité appliqué au pluralisme démocratique.



La fermeté d'**Alexandre Hébert** s'accompagnait d'un grand sens pratique pour faire avancer les choses positivement. Ainsi au **5^{ème} Congrès confédéral de la CGT-FO** en novembre 1956, il appuie la résolution du **Bureau confédéral** qui est un vrai pas en avant de soutien au **Mouvement national algérien** qui agit pour l'**Indépendance**. Il explique clairement que c'est un compromis et « *que nous ne devons pas avoir le souci de faire triompher nos conceptions personnelles* ». Ce qui lui permettra en 1958 de déclarer sur l'Algérie « *Négociation, sans exclusive ni préalable !* » et d'affirmer que « *la plus « désastreuse » des paix ne nous coutera jamais aussi cher que la plus « glorieuse » des guerres.* »

Petite anecdote amusante, en 1958, il affirmera sa volonté d'être « *ni sénateurs, ni ministres* » et en 1962, il refusera obstinément de rencontrer **Pierre Mendes-France** qui cherchait absolument à le voir, sans doute pour monter une combinaison façon « *IV^{ème} République* ». Ce qui faisait dire naguère à **Edgard Faure** : « *Les clubs politiques c'est comme la crème fouettée, cela prend de la place, mais cela ne pèse pas lourd.* »

Cet ouvrage traite aussi de plusieurs événements à la marge de l'Histoire, je vous invite à le lire pour les connaître, il y en a de savoureuses. Je n'en prendrai qu'une, qui m'a bien fait sourire. En 1969, **Alexandre Hébert** compare un peu vertement **Daniel Cohn-Bendit** à **Hitler** pour avoir écrit : « *Le syndicat est devenu une organisation étrangère aux ouvriers eux-mêmes, force extérieure sur laquelle ils ont perdu tout pouvoir et tout contrôle* ». Il n'en fallait pas plus pour que de bonnes âmes pieuses condamnent fermement « *pour hérésie anarchiste* » notre camarade **Alexandre**. Quand on voit ce qu'est devenu ledit **Cohn-Bendit**, on se dit qu'**Alexandre** avait là aussi quelques longueurs d'avance sur beaucoup.

Dans un autre article de 1973 « *Faux Socialistes, faux Anarchistes, vrais cléricaux !* » il s'en prend à **Georges Sarre** qui était passé de **FO** à la **CFDT** pour finir ministre de **Mitterrand**, les reniements et les trahisons mènent à tout. Il polémique aussi avec « *l'Alliance Syndicaliste* » (**ASRAS**) qui monte un procès contre l'**UAS** pour « *faux anarchisme* » et qui n'était qu'une succursale de la **CFDT**, elle-même succursale du **Vatican**. Il rappelle que la **CFDT** condamne fermement les comités de grève élus « *qui peuvent effectivement conduire aux soviets* ». Et oui, il faut toujours rappeler qu'un Soviet en Russie en **1905** et en **1917**, c'est d'abord un **Comité de grève** qui s'élargit à toute la population pour devenir un **Soviet** (« *Conseil* » en russe) qui a son tour développe la grève générale.

On sait qu'**Alexandre Hébert** a toujours été préoccupé de la question de l'**Enseignement public**, de la **Laïcité** et du **Syndicalisme enseignant**. On le voit bien dans cet ouvrage. Mais sur cette question, j'invite à nouveau les lecteurs à lire l'ouvrage très complet de **Jean-Marc Schiappa** sur **Paul Ruff**. On voit aussi que le cours désastreux de la **FEN** fait évoluer les positions de naguère

sur la **nationalisation laïque de l'enseignement** (qui débouchera sur la forme avariée du **Projet Savary**) ou sur la **Gestion tripartite** qui sera instrumentalisée pour faire des comités corporatistes dans l'École publique, comme les Conseils d'École, avec toutes les ingérences possibles des religions, de l'armée, du patronat et du mercantilisme le plus capitaliste. Les positions des uns et des autres ont été alors contraintes d'évoluer, fort heureusement.

Dans un article de décembre 1999, **Alexandre Hébert** développe une analyse que je partage totalement. Loin de voir, comme *les benêts du PS*, dans la dissolution de l'Assemblée nationale en 1997, une « dissolution ratée » et une « expérience hasardeuse » selon les propos de **Lionel Jospin**, il comprend que **Jacques Chirac** a fait un coup de maître en chargeant la « Gauche » de faire « le sale boulot » à sa place. Ce qui fera que **Chirac** sera réélu triomphalement en 2002, face à **Jean-Marie Le Pen** qui avait devancé **Lionel Jospin**, sanctionné électoralement pour le « sale boulot » accompli par la « Gauche ».

Sans doute, **Emmanuel Macron**, digne héritier du **PS** de **Mitterrand-Rocard-Strauss-Kahn** avait cela en tête lorsqu'il a dissous l'Assemblée nationale en 2024 et pour le coup, les qualificatifs de « dissolution ratée » et « expérience hasardeuse » lui vont comme un gant. N'est pas **Chirac** qui veut.

En conclusion



Si nous en sommes arrivés à une situation totalement nouvelle, nous le devons à des militants d'envergure comme **Alexandre Hébert** et **Pierre Lambert** et aussi tous ceux cités dans ce travail : **Roger Sandri**, **Marc Blondel**, **Claude Jenet** entre autres, mais cette liste est loin d'être limitative, heureusement et c'est aussi, là, un problème de plus pour les **Appareils**.

Nous devons donc leur rendre hommage, c'est le sens de cette contribution à l'Histoire à travers **Alexandre Hébert**.

Christian Eyschen

PS : Cet article en hommage à **Alexandre Hébert** a reçu l'approbation positive de **Patrick Hébert**, **Maité Hébert** et de **Christophe Bitaud**

Sources :

- *Alexandre Hébert, un homme de conviction, un Anarchiste individualiste* - Éditions des Groupes Fernand Pelloutier - 234 pages - 15€
- *Des Anarchistes dans la lutte des classes, de 1960 à nous jours* - Éditions des Groupes Fernand Pelloutier - 221 pages - 15€
- *L'Homme qui dit Non* par **Bernard Hazo** - 235 pages - 17€
- *Alexandre Hébert, 50 ans de luttes syndicales* par **Joël Bonnemaïson** - Éditions du Rocher - 204 pages - 4,05€

Lettre aux anarchistes (Extraits)

Mais ne nous leurrions pas : il entre aussi dans l'état d'esprit des syndicats, ou plutôt il y entrerait encore la veille du Congrès, la crainte, je pourrais même dire la certitude que, comme tous les congrès où les socialistes ont agité des problèmes et des passions politiques, celui-ci verrait naître entre les diverses fractions présentes, et à la suite de querelles abominables (qui, d'ailleurs, n'ont pas manqué d'éclater), une nouvelle et irréparable rupture. On ne pouvait pas admettre qu'où se trouveraient et le « *Torquemada en lorgnons* » et l'aspirant-fusilleur d'anarchistes, et **Lafargue** et **Zévaès**, il n'y eût point de tentatives de chantage, extorsions de votes, pratiques d'une délicatesse douteuse et, si cela ne suffisait pas, retraite en bon ordre.

Or, contrairement à toutes les prévisions, le congrès de 1899 a réalisé, sinon l'union, du moins **l'Unité socialiste**. Tel était devenu le désir de la foule de ne plus voir ses efforts pour l'émancipation contrariés, souvent brisés par les compétitions des chefs socialistes, que ceux-ci ont compris enfin la nécessité de se soumettre et se sont soumis. **Nous savons l'enthousiasme, un peu puéril, avec lequel a été accueillie cette unité de nombre – à laquelle nous préférons, nous, anarchistes, l'unité d'aspiration, mille fois plus puissante.** Je crains donc qu'un enthousiasme pareil ne s'empare également des syndicats et des agglomérations de syndicats et ne détermine une partie d'entre eux à se remettre inconsidérément sous le joug politique....

Il est vrai qu'alors le comité du **Parti socialiste** sera imprégné d'un esprit fédéraliste actuellement inconnu et qu'au lieu de trouver en lui la haine aveugle dont nous honorons les « *Jacobins et les terroristes (en chambre)* », nous trouverons des gens sympathiques à la partie essentielle de notre doctrine : la libération intégrale de l'Humanité. Mais le **Parti socialiste** ne sera pas seulement encore un parti parlementaire, paralysant l'énergie et l'esprit d'initiative que nous cherchons à inspirer aux groupes corporatifs, **il sera de plus un parti contre-révolutionnaire**, trompant l'appétit populaire par des réformes anodines, et les associations corporatives, renonçant à l'admirable activité qui, en dix ans, les a pourvus de tant d'institutions dues à elles-mêmes et à elles seules, se confieront encore aux irréalisables promesses de la politique. Cette perspective est-elle pour nous plaire ?

Actuellement, notre situation dans le monde socialiste est celle-ci : Proscrits du «*Parti*» parce que, non moins révolutionnaires que **Vaillant** et que **Guesde**, aussi résolument partisans de la suppression de la propriété individuelle, **nous sommes en outre ce qu'ils ne sont pas : des révoltés de toutes les heures, des hommes vraiment sans dieu, sans maître et sans patrie, les ennemis irréconciliables de tout despotisme, moral ou matériel, individuel ou collectif, c'est-à-dire des lois et des dictatures (y compris celle du prolétariat) et les amants passionnés de la culture de soi-même.**

Fernand Pelloutier



(Source : <http://kropot.free.fr/Pelloutier-Lettre.htm>)

Note :

1- Günther Anders (né Günther Siegmund Stern)

Philosophe, journaliste et essayiste allemand puis autrichien, né le 12 juillet 1902 à Breslau et mort à Vienne le 17 décembre 1992. Ancien élève de **Husserl** et **Heidegger** et premier époux de **Hannah Arendt**, il est connu pour être un critique de la technologie important et un auteur pionnier du mouvement antinucléaire. Le principal sujet de ses écrits est la destruction de l'humanité.

Günther Anders a traité du statut de philosophe, de la **Shoah**, de la menace nucléaire et de l'impact des médias de masse sur notre rapport au monde, jusqu'à vouloir être considéré comme un « *semeur de panique* » : selon lui, « *la tâche morale la plus importante aujourd'hui consiste à faire comprendre aux hommes qu'ils doivent s'inquiéter et qu'ils doivent ouvertement proclamer leur peur légitime* ». (Source : **Wikipédia**)